

73.01.09 PCAE Transformation et Commercialisation de produits agricoles pour les agriculteurs et leurs groupements (ON FARM)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	73.01
Intitulé dispositif régional NAQ	PCAE Transformation et Commercialisation de produits agricoles pour les agriculteurs et leurs groupements
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Ce dispositif régional encourage la production d'une alimentation locale, saine et de qualité, contribuant à créer de la valeur ajoutée dans les exploitations agricoles. Il s'inscrit dans le Pacte Alimentaire pour une alimentation durable et locale en Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>Ce dispositif permet de soutenir les investissements de conditionnement, transformation, commercialisation de produits agricoles portés par les agriculteurs, leurs groupements, les personnes morales composées majoritairement d'agriculteurs.</p> <p>Ce dispositif est marqué par une orientation forte en faveur des projets engagés dans la transition agricole en ciblant : les projets agricoles ou les projets portés par des exploitations certifiées Agriculture Biologique ou Haute Valeur Environnementale.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2 mars 2026
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les porteurs de projets éligibles sont :</p> <p>1. Les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>a) Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>Ou,</p> <p>b) Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime

	<p>de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</p> <p>c) Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>2. Les groupements d'agriculteurs définis comme des personnes morales composées <u>majoritairement</u> d'agriculteurs respectant les conditions fixées pour une exploitation agricole personne physique ou morale décrites au point 1., et qui conditionnent, transforment, ou vendent des produits agricoles (SARL, SAS, SA, GIE...).</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :</p> <p>1. Agroécologie</p> <p>a) Pour les exploitations agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitation est certifiée ou en conversion en Agriculture biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet, - ou, l'exploitation est certifiée HVE (Haute Valeur Environnementale Ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise), - ou, l'exploitation porte un projet agricole. <p>b) Pour les groupements d'agriculteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins 50% des agriculteurs membres de la gouvernance de l'entreprise doivent répondre aux critères d'agroécologie décrits au point a), <p>2. les produits entrants et sortants</p> <p>Pour les activités de transformation concernées par le projet, les produits entrants doivent majoritairement être issus de l'annexe 1 du TFUE, les produits sortants peuvent être issus de l'annexe 1 ou non.</p> <p>Les projets portant sur des produits de la pêche, de l'aquaculture et de la filière vinicole sont inéligibles.</p> <p>Les projets de transformation commercialisation de produits agricoles destinés aux animaux d'élevage et de compagnie sont inéligibles.</p> <p>3. Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même entreprise (même numéro SIREN) ou par un même agriculteur doit être postérieur à la réception de la demande de solde du dossier précédent sur ce même dispositif.</p> <p>4. Les projets de stockage doivent être adossés à un projet de conditionnement, transformation et/ou de commercialisation.</p>

	Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans l'appel à projets.
Coûts éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses de travaux et d'équipements dédiées au stockage, transformation, conditionnement, et commercialisation • Les dépenses immatérielles <p>Le détail est précisé dans l'appel à projets.</p>
Inéligibilités	<p>Demandeurs non éligibles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les exploitations des établissements d'enseignement agricole - Les établissements de développement agricole et de recherche - Les Sociétés civiles immobilières (SCI) - Les Groupements fonciers Agricoles (GFA) - Les cotisants solidaires non affiliés à l'ATEXA - Les collectivités locales ou leurs groupements, EPCI et SEMOP - Les coopératives agricoles - Les entreprises agroalimentaires, non détenues majoritairement par des exploitations agricoles <p>Les dépenses non éligibles sont notamment les suivantes : L'aménagement extérieur, la mise aux normes, les frais de montage de dossier, l'achat de bâtiments existants, les coûts d'acquisition foncière, les coûts de main d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet, les investissements financés par un crédit-bail, les coûts de certification ou labellisation ... Le détail des dépenses non éligibles est précisé dans l'appel à projets.</p> <p>Les devis devront avoir un montant minimum de dépenses. Ce montant est précisé dans l'appel à projets.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Les dépenses sont éligibles à compter du 1^{er} juin 2025 concernant l'appel à projets ouvert en 2026. Pour les appels à projets ouverts par la suite, les dépenses sont éligibles à compter de la date de clôture du précédent appel à projets. En cas de dossier précédemment aidé sur le dispositif PCAE Transformation et Commercialisation, non soldé, la prise en compte des dépenses éligibles ne pourra intervenir qu'à compter de la date de dépôt de la demande de paiement du solde.</p> <p><u>Cependant, il est impératif que la demande d'aide soit déposée avant l'achèvement matériel du projet pour lequel l'aide est demandée, sous peine d'inéligibilité de la totalité du projet.</u></p> <p>Des précisions seront apportées dans l'appel à projets.</p>
Eligibilité géographique	Le projet est situé en Nouvelle-Aquitaine et le siège social du demandeur (n° SIRET) est situé en Nouvelle-Aquitaine.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Concernant l'apiculture , seules les dépenses de transformation, commercialisation, des espaces dédiés sont éligibles sur ce dispositif. Les espaces et matériels dédiés à l'élevage des ruches : Fiche PCAE PME (73.01.01). Cas d'un bâtiment partagé, les dépenses de construction sont

	<p>proratisées aux surfaces dédiées sur les dispositifs respectifs.</p> <p>Les entreprises non majoritairement détenues par des exploitants agricoles, ainsi que les coopératives agricoles sont susceptibles d'être éligibles sur la fiche Transformation commercialisation de produits agricoles pour les entreprises agroalimentaires (73.03.01).</p> <p>Les projets de transformation, commercialisation de produits de la pêche et aquaculture sont éligibles au FEAMPA.</p> <p>Les CUMA portant un projet de transformation, commercialisation de produits agricoles sont susceptibles d'être éligibles sur le dispositif CUMA (73.01.02) ou sur la fiche Transformation commercialisation de produits agricoles pour les entreprises agroalimentaires (73.03.01).</p> <p>Les agriculteurs d'estives portant un projet de transformation fromagère sont susceptibles d'être aidés sur le dispositif Pastoralisme (73.01.06).</p>
Ligne de partage FESI	La réalisation de contrôles croisés permettra de s'assurer de l'absence de double financement avec le dispositif 77.05.01 LEADER.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Le processus de sélection des projets se fait par appels à projets.</p> <p>Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Projet favorisant la transition agroécologique ○ Projet apicole ○ Projet collectif ○ Projet favorisant le renouvellement des générations ○ Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production ○ Projet porté par une exploitation n'ayant pas bénéficié d'un tel dispositif antérieurement à la demande de subvention (primo demandeur) <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans l'appel à projets.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	<p>Une bonification sera accordée pour les projets bio (en conversion, ou certifiés) au dépôt de la demande d'aide. Les modalités d'activation de cette bonification seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p> <p>Les conditions d'accès à cette bonification seront vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans l'appel à projets.</p>
Montants et taux maximum d'aide publique	<p>Le taux d'aide de base est de 30 %</p> <p>TMAP = 65 %</p>

Taux de cofinancement FEADER	60 %
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région Nouvelle-Aquitaine, Département, Etat, EPCI et collectivités territoriales
Plancher (en dépenses éligibles)	Le plancher est précisé dans l'appel à projets. Ce plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide.
Plafonds (en dépenses éligibles)	Le plafond est précisé dans l'appel à projets.
Modalités de versement	Acompte de 30 % jusqu'à 80 % sur présentation de justificatifs Solde sur présentation des justificatifs
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non concerné
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE Régime de minimis général ou agricole
Maintien des dépenses	Non concerné